



Déclaration intersyndicale de boycott du CSAD du 31 mars 2026

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale de l'Aisne,

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, FNEC FP-FO, UNSA Éducation, Cfdt Picardie Éducation, CGT Educ'Action et SUD Éducation dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

Pour l'Aisne, la note est très salée. Certes la baisse démographique existe, nous ne pouvons que le constater. Monsieur le Directeur Académique, vous n'êtes pas sans savoir que nos élèves axonais font partie de ceux qui ont les plus grosses difficultés scolaires, que l'Aisne est un département fragile à tous les niveaux avec un taux de chômage élevé, un accès à la culture plus que jamais compliqué voir inexistant pour une grande partie des habitants du département, sans oublier l'accès au soin. Cette baisse démographique aurait pu, aurait dû être un atout pour les élèves mais aussi pour les enseignant.es dont les conditions de travail se dégradent d'année en année.

L'intersyndicale déplore que dans le premier degré, pas loin de 40 fermetures de classes viennent s'abattre sur les villes, les villages, les maires, les collègues, les parents et les enfants. C'est un signal très inquiétant pour l'avenir de l'école.

Dans le 2nd degré, la situation n'est pas meilleure. Les 19 ETP perdus se traduisent pour partie dans les collèges de l'Aisne par 13 suppressions de postes contre seulement 4 créations, dont certaines non localisées ou fléchées sur des dispositifs spécifiques. Les suppressions touchent de nombreuses disciplines (mathématiques, lettres, anglais, histoire-géographie, sciences...), parfois sous couvert de « mesure de carte scolaire », parfois sur des postes vacants, mais toujours avec les mêmes effets : dégradation de l'offre éducative et désorganisation des équipes.

Ces choix se traduisent concrètement par :

- des classes plus chargées,
- la multiplication des compléments de service et des postes partagés,
- une fragilisation des équipes pédagogiques,
- une réduction des possibilités de suivi des élèves.

En conclusion, nous dénonçons le budget 2026 synonyme de dégradations des conditions de travail, de poursuite du déclasserement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation Nationale. Cette fuite en avant doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation Nationale dans le budget.

L'École publique n'est pas une variable d'ajustement budgétaire. Nous continuerons à nous mobiliser pour la défendre.

Pour toutes ces raisons l'ensemble des organisations syndicales ont décidé de ne pas siéger.